

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N 715/ Juin 2022

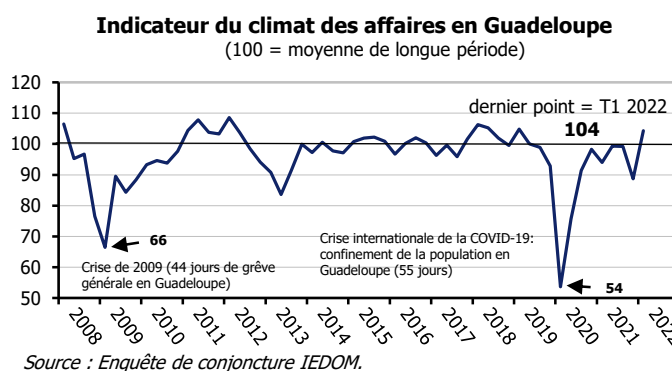
TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2022

La conjoncture en Guadeloupe : un redressement fragile

Le climat des affaires s'améliore nettement, en dépit de nouvelles incertitudes

Fin mars 2022, l'indicateur du climat des affaires (l'ICA) se redresse très nettement, à 104,2 points (+15,5 points sur trois mois). La baisse d'activité anticipée pour le 1^{er} trimestre 2022 et exprimée lors de l'enquête du 4^e trimestre 2021 ne s'étant pas traduite dans les faits, les chefs d'entreprises manifestent ainsi un regain d'optimisme. L'activité, bien que toujours dégradée par rapport à l'avant-crise sanitaire, s'est redressée et les professionnels interrogés envisagent même d'accroître leurs investissements en 2022, après un certain attentisme en 2021. Pour autant, de nouvelles incertitudes sont apparues telles que les conséquences du conflit qui s'est ouvert en Ukraine fin février 2022 ou encore l'accélération de l'inflation et des phénomènes de pénurie.

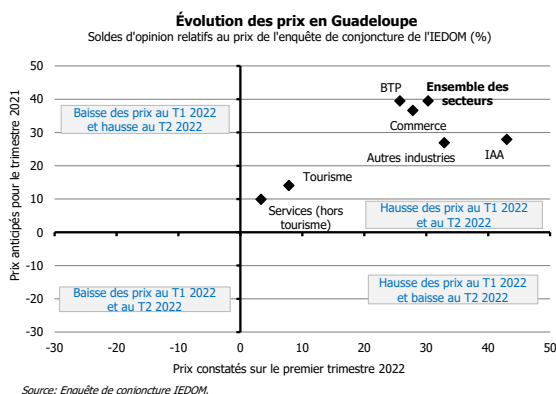
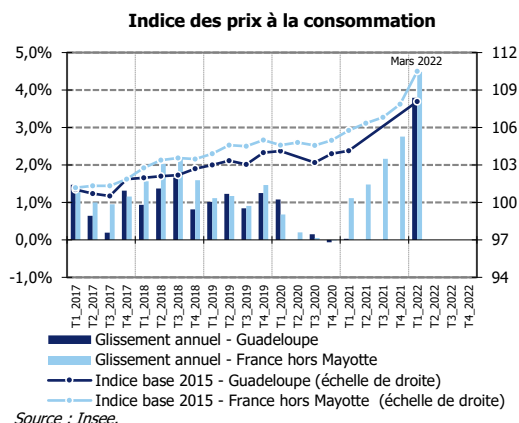


Au 1^{er} trimestre 2022, l'ensemble des indicateurs économiques de la Guadeloupe s'améliorent, après la baisse d'activité du dernier trimestre liée aux conflits sociaux. Pour autant, la situation économique reste fragile. La hausse des prix due au renchérissement des coûts d'approvisionnement et des prix des matières premières s'accroît avec le conflit russo-ukrainien démarré fin février. L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de +1,3 % entre novembre 2021 et mars 2022 (+3,8 % en glissement annuel). Dans ce contexte pourtant anxiogène, la consommation des ménages et les dépenses d'investissement des entreprises augmentent sur trois mois. Les importations de biens de consommation non durables progressent de +4,4 % (CVS) et celles de biens d'investissement et de biens intermédiaires s'accroissent respectivement de +19,0 % et +5,2 % (CVS), sur le trimestre. En parallèle, le marché de l'emploi conserve une bonne dynamique : les demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) reculent de -1,9 %, tandis que le nombre moyen d'offres d'emploi par mois augmente de +15,5 % (CVS).

Après une année 2021 marquée par la crise de COVID-19 et les conflits de fin d'année, les indicateurs des entreprises sont ainsi mieux orientés. Les évolutions sont cependant très différentes d'un secteur à l'autre. Le secteur du tourisme enregistre une activité plus élevée qu'au 4^e trimestre, même si elle demeure en deçà des niveaux prévalant avant la pandémie. Les professionnels du secteur des industries agroalimentaires (IAA) font également état d'une amélioration de leur activité. Le bilan est plus mitigé dans les autres secteurs, en particulier le BTP et l'industrie (hors IAA) qui subissent de fortes hausses de prix et des difficultés d'approvisionnement (en termes de délais et de régularité), voire des pénuries. Globalement, les chefs d'entreprises s'attendent à un impact relativement modéré de la guerre en Ukraine, même si le conflit devrait accentuer les tensions sur les prix et l'approvisionnement. Cependant, si la majorité des entreprises subissent cette inflation, seule la moitié d'entre elles la répercute totalement dans ses tarifs.

La hausse des prix s'accélère

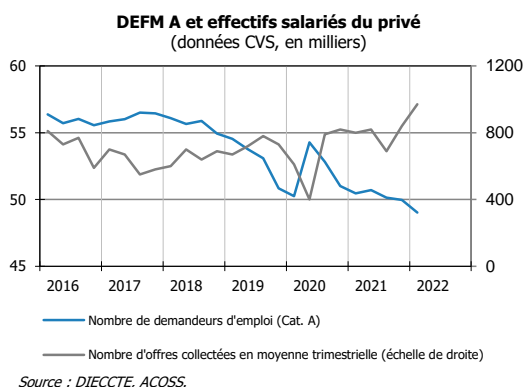
Au 1^{er} trimestre 2022, les prix à la consommation subissent de nouvelles pressions à la hausse. Les premiers effets du conflit russo-ukrainien s'ajoutent à ceux de la crise sanitaire. Entre fin novembre 2021¹ et fin mars 2022, l'indice des prix à la consommation des ménages (IPC) progresse de +1,3 %, à 111,7 points (+2,4 % en France hors DOM, en glissement trimestriel). Les prix de l'énergie, en hausse de +6,8 % sur cette période, continuent de peser lourdement sur l'indice. L'évolution est plus modérée sur les autres postes de consommation des ménages : les prix des produits manufacturés progressent de +1,9 %, tandis que ceux des services et de l'alimentation augmentent de +0,4 %. En glissement annuel, l'IPC augmente de +3,8 % (+4,5 % en France hors DOM).



Globalement, les professionnels interrogés par l'IEDOM confirment un net accroissement de leurs tarifs. Ils mettent en avant la hausse des prix des matières premières et les difficultés d'approvisionnement, que subissent 85 % des entreprises interrogées. La moitié d'entre elles parviennent à les répercuter en totalité, tandis que 22 % le font partiellement. Les variations de prix les plus notables s'observent dans les secteurs du commerce, des industries agroalimentaires, du BTP et des autres industries.

Le marché de l'emploi conserve une bonne dynamique

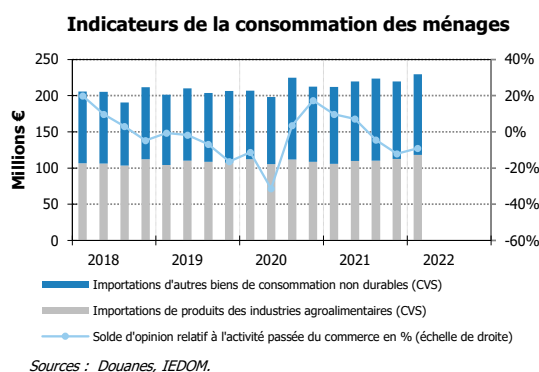
Les indicateurs du marché de l'emploi enregistrent une nette amélioration. À fin mars 2022, 49 030 demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) sont enregistrés, en baisse de -1,9 % (-0,3 % au trimestre précédent)². En moyenne, 970 offres d'emploi par mois sont déclarées au 1^{er} trimestre, soit une hausse de +15,5 % en glissement trimestriel (+21,7 % trois mois plus tôt). 18 % des entreprises interrogées par l'IEDOM indiquent qu'elles recrutent en raison de nouveaux besoins générés par la crise de COVID-19 (10 % au 4^e trimestre 2021).



En parallèle, le recours au chômage partiel diminue avec le durcissement des conditions d'accès au dispositif : seuls 8 % des entreprises y ont recours (34 % fin 2021). En moyenne, 1 025 salariés par mois étaient au chômage partiel au 1^{er} trimestre 2022 (4 712 au trimestre précédent).

La consommation des ménages se redresse

Sur les trois premiers mois de l'année, la consommation des ménages s'oriente à la hausse, après une diminution causée par les conflits sociaux de fin d'année dernière. Les importations de biens de consommation non durables progressent de +4,4 % sur le trimestre (-1,8 % au 4^e trimestre 2021, CVS). Dans le détail, les importations de produits des IAA augmentent de +5,0 % (CVS), et celles d'autres biens de consommation non durables, de +3,8 % (CVS). En parallèle, les importations de biens de consommation durables croissent de +11,7 % (+1,5 % au trimestre précédent, CVS). Fin mars 2022, la hausse des immatriculations de véhicules de particuliers se poursuit (+19,4 % CVS), après des retards de livraison due à la crise des semi-conducteurs qui impacte l'industrie automobile.



¹ L'indice des prix à la consommation (IPC) au mois de décembre 2021 n'a pas pu être produit par l'Insee.

² Pour rappel, avant la crise sanitaire, 50 260 DEFM A étaient enregistrés au 1^{er} trimestre 2020 avant une hausse soutenue à 54 270 DEFM A au 2^e trimestre 2020.

L'investissement privé s'accroît

Au 1^{er} trimestre 2022, malgré le contexte de pressions inflationnistes et de nouvelles incertitudes générées par la guerre en Ukraine, l'investissement privé augmente. Les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires s'accroissent respectivement de +19,0 % et +5,2 % (après -18,9 % et +1,9 % au trimestre précédent, CVS). Les professionnels interrogés prévoient d'accroître encore leurs investissements durant les 12 prochains mois.

Les échanges extérieurs à des niveaux élevés

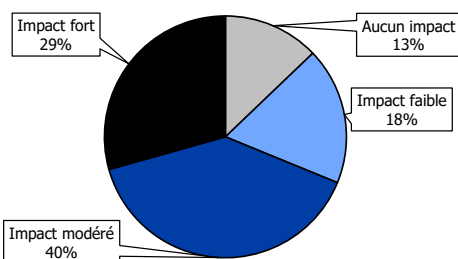
Au 1^{er} trimestre 2022, les importations progressent de +8,3 % (-3,9 % au 4^e trimestre 2021, CVS). Hors énergie, elles augmentent de +8,2 % (CVS). En particulier, les importations de biens d'investissement s'inscrivent en hausse de +19,0 % (CVS) sur trois mois et contribuent pour moitié à l'augmentation des flux totaux. En parallèle, les importations de biens de consommation y contribuent pour un peu moins d'un tiers : les importations de biens de consommation non durables progressent de +4,4 % (CVS), tandis que celles de biens de consommation durables s'accroissent de +11,7 % (CVS). Toutefois, ces évolutions en valeur sont amplifiées avec la hausse des prix qui impacte l'ensemble des échanges.

Hors produits pétroliers, les exportations évoluent peu (+0,3 % sur trois mois, CVS), mais demeurent à des niveaux élevés (+11,8 % en glissement annuel, CVS). En tenant compte des réexpéditions de produits pétroliers, les exportations diminuent de 9,5 % sur le trimestre. Celles-ci avaient fortement augmenté au cours des deux derniers trimestres de 2021.

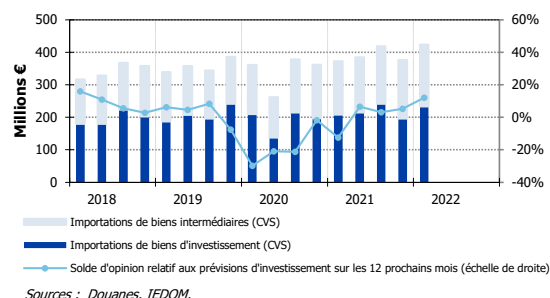
Un bilan sectoriel mitigé, marqué par les incertitudes

Au-delà de l'amélioration consécutive à la fin des conflits sociaux, l'activité peine encore à se redresser. Les indicateurs s'améliorent certes après un 4^e trimestre marqué par les blocages routiers, mais, globalement, le chiffre d'affaires (CA) des entreprises interrogées par l'IEDOM reste stable sur trois mois. Seuls les secteurs du tourisme (+32,2 %, après une forte baisse fin 2021) et des IAA enregistrent un CA en hausse. Celui des entreprises de l'IAA n'augmente que légèrement et il diminue dans les secteurs du BTP, du commerce et des industries.

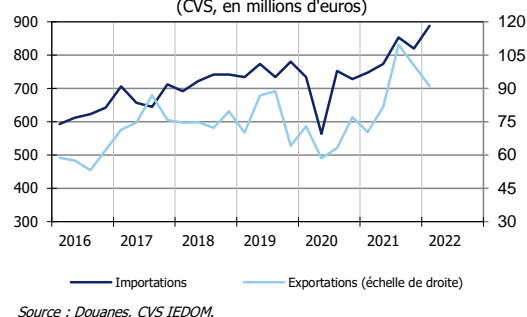
Impact du conflit russo-ukrainien



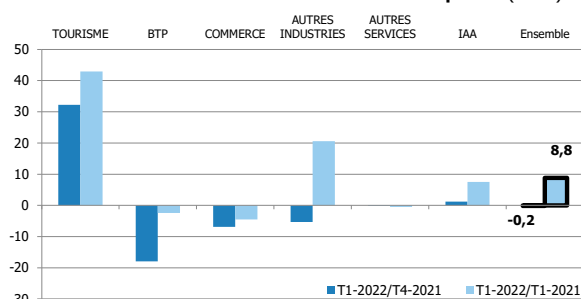
Indicateurs de l'investissement privé



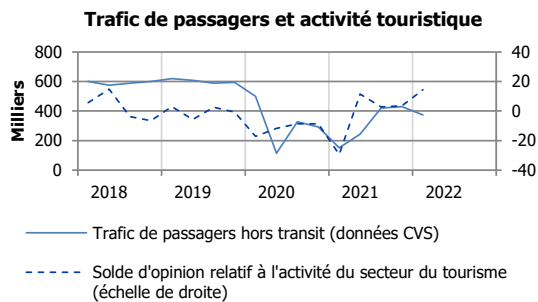
Échanges commerciaux (CVS, en millions d'euros)



Évolution du chiffre d'affaires des entreprises (en %)



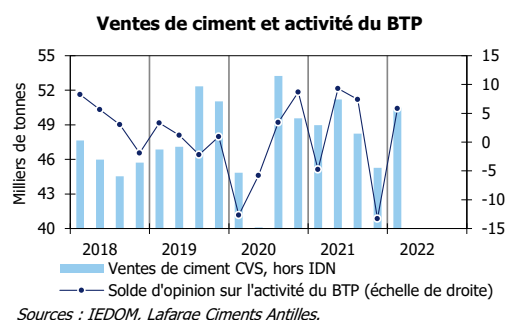
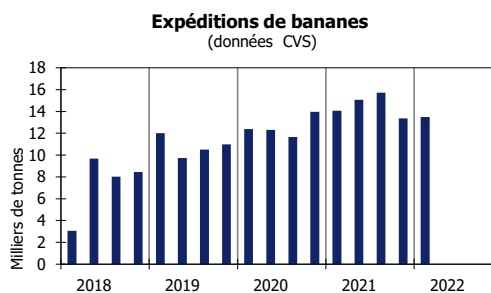
Par ailleurs, le conflit russo-ukrainien engendre de nouvelles incertitudes. 85 % des entreprises interrogées par l'IEDOM estiment qu'elles seront impactées par la situation géopolitique. Globalement, des effets indirects sont attendus à travers la hausse des prix des matériaux et du carburant, ainsi que des difficultés d'approvisionnement. Dans l'IAA, les professionnels s'attendent à un impact plutôt fort, principalement en raison des matériaux utilisés pour le conditionnement des produits finis. Les professionnels du commerce envisagent également un impact fort sur leur activité. Dans le BTP, les autres industries et le tourisme, un impact modéré est envisagé.



Au 1^{er} trimestre 2022, le secteur **touristique** reste fragile. Les professionnels interrogés enregistrent certes une augmentation d'activité, mais les indicateurs du secteur demeurent très en deçà de la situation « pré-COVID » : le nombre de passagers à l'aéroport (hors transit) reste inférieur de 37 % (CVS) à celui observé au 4^e trimestre 2019 et le nombre de nuitées dans l'hôtellerie plus faible de 45 % (CVS). En parallèle, la croisière demeure à l'arrêt. Toutefois, le comité du tourisme de Guadeloupe a annoncé sa reprise à compter du 16 octobre 2022.

Dans le secteur des **IAA**, l'activité s'améliore par rapport au 4^e trimestre 2021. Les importations et les exportations de produits du secteur augmentent (respectivement +1,9 % et +5,0 %, CVS). Néanmoins, les exportations de rhum agricole et de rhum industriel reculent (respectivement -3,3 % et -2,3 %, CVS). Les professionnels du secteur restent prudents concernant leurs anticipations d'activité. La perspective d'une hausse des prix des matières premières et des matériaux utilisés pour le conditionnement des produits constitue désormais une source d'inquiétudes.

Dans le **secteur primaire**, les résultats des premiers mois de 2022 sont encourageants. Les exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche progressent de +2,8 % (CVS). Les importations de la filière sont également en hausse (+5,5 %, CVS). 13 490 tonnes (CVS) de bananes sont exportées au 1^{er} trimestre, soit une légère progression de +0,9 % (CVS) sur trois mois. En parallèle, les abattages de porcins et de bovins s'accroissent respectivement de +21,2 % (CVS) et de +7,4 % (CVS). Toutefois, les professionnels du secteur s'inquiètent des conséquences de la crise ukrainienne sur l'export de bananes. Les bananes étrangères, généralement destinées aux marchés de l'Europe de l'Est, pourraient représenter une nouvelle concurrence sur le marché français. En parallèle, les hausses de prix et les pénuries, concernant notamment les engrais fabriqués à partir de gaz russe, pourraient peser sur la production.



Fin mars 2022, les entreprises du **secteur du BTP** font état d'un niveau d'activité plus élevé qu'au précédent trimestre. La consommation de ciment progresse de +11,5 % (CVS), ainsi que les effectifs salariés (7 346 salariés, en hausse de +3,8 % sur trois mois, CVS). Le nombre de permis de construire (1 546) augmente sensiblement (+65,2 %). Cependant, les problématiques de prix et d'approvisionnement, déjà prégnantes dans le secteur, s'accroissent avec le conflit russo-ukrainien. La quasi-totalité des entreprises interrogées (92,9 %) subit une hausse du prix de leurs intrants et matériaux, tandis que seule la moitié d'entre elles déclare les répercuter. Face à ces difficultés, certaines d'entre elles augmentent leurs stocks et d'autres envisagent même l'arrêt de certaines activités.

Dans les **autres industries**, le bilan est mitigé. L'enquête de conjoncture de l'IEDOM fait ressortir une légère dégradation de l'activité. Toutefois, l'électricité en moyenne et haute tension, consommée notamment par les petites industries, progresse de +2,3 % sur trois mois. À l'instar du BTP, les perspectives du secteur restent liées au climat géopolitique en Europe de l'Est.

Dans le secteur du **commerce**, les professionnels notent une baisse d'activité. La taxe sur la valeur ajoutée diminue de -26,2 % sur trois mois. Cependant, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs augmente au 1^{er} trimestre 2022 (+19,4 %, CVS) après des difficultés d'approvisionnements en 2021.

Dans les **autres services marchands**, l'activité diminue au 1^{er} trimestre. Les charges s'alourdissent et la trésorerie se dégrade. Contrairement aux autres secteurs, la hausse des tarifs est modérée. La moitié des entreprises interrogées estiment un impact faible, voire inexistant du conflit russo-ukrainien.

La conjoncture régionale et internationale

LA DYNAMIQUE DE REPRISE EST AFFAIBLIE PAR L'ACCROISSEMENT DES INCERTITUDES

Selon les estimations publiées par le FMI en avril 2022, le PIB mondial a progressé de 6,1 % en 2021. Les ruptures d'approvisionnement et la dégradation de la situation sanitaire dans plusieurs pays ont finalement eu un impact modéré sur la croissance mondiale. Pour 2022, le FMI table sur une augmentation du PIB mondial de 3,6 %, soit un rythme nettement inférieur à ce qui avait été anticipé six mois plus tôt (-1,3 point). Cette révision est en particulier liée à la guerre en Ukraine qui a des répercussions économiques importantes à l'échelle mondiale, notamment sur le niveau des prix de l'énergie et de certaines denrées alimentaires.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,4 % au premier trimestre 2022, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,7 % au quatrième trimestre 2021. Alors que la consommation des ménages et l'investissement continuent de progresser sur le trimestre, le recul du PIB s'explique par le déstockage opéré par les entreprises, la réduction des dépenses publiques et surtout la nette augmentation du déficit commercial, liée notamment aux importations de pétrole. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 3,7 % sur l'ensemble de l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au premier trimestre 2021 après une hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des exportations alors que la consommation des ménages recule, grevée par une inflation qui s'est élevée à 7,4 % à fin mars dans la zone euro. Le taux de chômage continue quant à lui de baisser, pour s'établir à 6,8 % à fin mars, contre 8,2 % un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, le PIB pourrait croître de 2,8 % selon le FMI.

D'après l'Insee, le PIB de la France a reculé de 0,2 % au premier trimestre 2022 après une croissance de 0,4 % au trimestre précédent. Cette contraction s'explique principalement par la nette baisse de la consommation des ménages (-1,5 %) tandis que l'investissement des entreprises progresse de 0,6 %. La hausse des exportations (+1,2 %) est quant à elle supérieure à celle des importations (+0,5 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 2,3 % dans le scénario conventionnel et de 1,5 % dans le scénario dégradé sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, le PIB a baissé de 0,1 % au premier trimestre 2022 après une augmentation de 1,0 % au quatrième trimestre 2021. Ce recul provient essentiellement d'une hausse du déficit commercial alors que la demande intérieure a progressé de 0,2 %, tirée par l'investissement privé. Pour l'ensemble de l'année 2022, le FMI anticipe une croissance du PIB de 2,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,8 % en 2022. Obérée par les restrictions sanitaires strictes, la croissance chinoise serait limitée à 4,4 % tandis que la Russie, dans le contexte de la crise en Ukraine, enregistrerait un recul sensible de son PIB (-8,5 %). À l'inverse, la croissance devrait demeurer soutenue en Inde (+8,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 juin 2022.

L'ÉCONOMIE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES PEINE À SE REDRESSER

Selon les nouvelles estimations de la Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance de la région devrait atteindre +1,8 % en 2022, soit une prévision de croissance à la baisse par rapport à celle annoncée en début d'année (+2,1 %). Dans le détail, la CEPALC prévoit, pour 2022, une croissance de +1,5 % pour l'Amérique du Sud, +2,3 % pour l'Amérique centrale et le Mexique et +4,7 % pour les Caraïbes (hors Guyana).

En effet, suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les tensions inflationnistes se sont amplifiées et la volatilité des prix ainsi que les coûts financiers ont augmenté. Le taux d'inflation annuel dans la région est estimé à 7,5 % en mars 2022 et plusieurs banques centrales de la région anticipent que l'inflation restera élevée pour le reste de l'année. Alors que le taux annuel moyen atteint déjà 8 % dans cinq grands pays (Brésil, Mexique, Chili, Colombie et Pérou), le coût élevé des matières premières est susceptible d'accélérer considérablement l'inflation au sein de la région, selon le FMI. L'augmentation des prix du pétrole touche également les importateurs d'Amérique centrale et des Caraïbes.

En raison de l'accélération de l'inflation, les politiques monétaires des banques centrales de la région sont devenues plus restrictives. La plupart d'entre elles ont augmenté leurs taux directeurs de manière significative (10,8 % au Brésil, 5,8 % au Paraguay, 3,5 % au Pérou en février 2022 contre 2,0 %, 0,8 % et 0,3 % en février 2021). Ces taux sont, pour la plupart, semblables à ceux observés en 2017.

S'agissant du marché du travail, des signes de reprise lente et incomplète sont apparus. Toutefois, la CEPALC estime qu'en 2022, la combinaison d'une hausse du taux d'activité et d'un ralentissement de la création d'emplois pèsera sur le taux de chômage.

En parallèle, selon le rapport d'avril 2022 de la Banque mondiale, les dégâts liés au climat ont entraîné un recul de 1,7 % du PIB annuel dans la région au cours des deux dernières décennies. D'ici 2030, l'extrême pauvreté pourrait concerner jusqu'à 5,8 millions de personnes de la zone. Avec la baisse du rendement des récoltes dans presque tous les pays, l'agriculture sera fortement impactée et la stabilité de la production énergétique pourrait être compromise par les changements du cycle hydrologique.

Sources : Banque Mondiale, CEPALC « Repercussions in Latin America and the Caribbean of the war in Ukraine: how should the region face this new crisis ?, 2022 », FMI.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : T. BELTRAND – Responsable de la rédaction : K. DURAND
Rédaction : T. COMBET
Éditeur et imprimeur : IEDOM